

Gilles et Moreau, socialistes déchus

Tout arrive, même l'exclusion d'André Gilles du PS. En attendant celle de Stéphane Moreau. C'était écrit : depuis que les deux personnages centraux dans l'affaire Publifin avaient été « suspendus » du parti (par le bureau politique) le 6 février dernier, le compte à rebours était à l'œuvre. Le jour est arrivé pour André Gilles, ex-député provincial, ex-président du conseil d'administration de l'intercommunale Publifin. Et le calendrier se resserre pour Stéphane Moreau, le grand patron de Nethys, émanation (ou simplifiée) de Publifin, qui a dû quitter (c'est en cours, il est démissionnaire) le mayorat d'Ans entre-temps.

Verdict cinglant

En l'occurrence, depuis le 6 février, le conseil de déontologie du PS instruisait le dossier d'André Gilles, chargé d'établir un rapport, lequel a été transmis le 24 mars à la commission de vigilance, composée de dix membres effectifs et sept suppléants, des juristes pour la plupart, issus de différentes fédérations du parti. Lesquels, après avoir entendu l'intéressé, ont tranché. Le verdict est cinglant. André Gilles (contacté par nos soins jeudi soir, il n'a pas répondu) est exclu parce que son comportement a été jugé contraire aux statuts du PS comme à l'éthique socialiste. Concrètement, il ne fait plus partie des membres du PS et ne peut plus

exercer aucun mandat pour le compte du parti. En cause ? La hauteur des rémunérations, l'usage fait des mandats occupés au nom du PS, enfin l'exigence de probité et d'honnêteté à laquelle les mandataires socialistes, affiliés et militants au même titre que tout camarade, doivent se conformer. La décision de la commission de vigilance ne connaît pas de recours, elle est sans appel.

On l'a dit, Stéphane Moreau est

sous le coup d'une procédure comparable. Qui aboutira au même résultat en toute logique. L'exercice des mandats, la hauteur des rémunérations, le respect des valeurs et de l'éthique : mis à part leurs compétences respectives, André Gilles et Stéphane Moreau ont à cet égard le même pedigree. Pour le mayeur démissionnaire à Ans, c'est une question de jours.

Les procédures internes du PS à elles seules n'expliquent pas tout. Le conseil de déontologie et le comité de vigilance du PS n'opèrent pas sur une autre planète, qui serait juste juridico-objective. La politique prime. Le fait est que les révélations ayant trait aux déviances à Publifin et à Nethys ont plongé le PS dans l'opprobre, et exposé son président, Elio Di Rupo, aux critiques les plus sévères, montré du doigt pour sa présumée impuissance après qu'il eut dénoncé les « parvenus » dix ans plus tôt, lors des affaires carolos. L'exclusion d'André Gilles était dès lors pour

lui un incontournable à ce stade, celle de Stéphane Moreau l'est tout autant. Et lorsque, interviewé dans nos colonnes il y a trois semaines, le président du PS avait estimé que les affaires Publifin-Nethys causaient, selon ses termes, « un préjudice grave au parti », la messe était dite. On avait bien lu.

Les réformes

Pour autant, en fait de politique, la partie reste compliquée. Après la démission de Willy Demeyer de la présidence, l'exclusion de l'un de ses grands hommes d'influence et bientôt celle du surdoué de l'équipe (s'agissant du manager de Nethys, on l'aura reconnu), la fédération liégeoise du PS est confrontée à une mutation aussi indispensable que problématique. Les événements bousculent tout, à commencer par le rapport de forces en interne, qui se modifie à grande vitesse, même si les réseaux en place jusqu'il y a peu ont la vie dure.

Jean-Claude Marcourt, partie prenante du fameux « club des cinq » (Marcourt, Demeyer, Gilles, Moreau, Mathot) qui régnait en coulisses, est une pièce maîtresse. Accélérer ou freiner la rénovation ? Cela dépendra en grande partie des options que lui-même, président depuis peu de la puissante « fédération provinciale » du PS (qui chapeaute Liège et sa périphérie), privilégiera.

Quant aux élections à la présidence du PS liégeois en tant que

tel, le résultat du vote des militants sera connu samedi. Les affiliés devraient consacrer Jean-Pierre Hupkens, proche de Willy Demeyer mais revendiquant son autonomie de jugement, alors que Thibaud Smolders, des Jeunes socialistes, fait figure d'outsider, soutenu notamment par Jean-Pascal Labille, patron de Solidaris, dont l'interview à cet égard dans *Sud Presse* jeudi a fait grand bruit chez les rouges en Cité ardente.

Ajoutez, au-delà des cas Gilles et Moreau, la nécessité, pour le PS toujours, de modifier structurellement et durablement les pratiques en son sein et au cœur des intercommunales, s'agissant pour l'essentiel de la hauteur des rémunérations et du cumul des mandats. Ce qui passe par des réformes dont une partie seront le fruit des travaux parlementaires (aux étages régional et fédéral), une autre le produit de travaux en interne au PS. Jusqu'où Elio Di Rupo peut-il modifier la donne ? On parle d'un congrès de rentrée, le 9 septembre, qui serait voué au Chantier des idées, mais aussi à une sorte de « reset » pour ce qui concerne les règles en matière d'exercice des mandats à l'avenir. A suivre. ■

DAVID COPPI

LE SOIR

Stéphane Moreau fait chevalier de l'ordre de la Couronne, est-ce illégal ?
A lire sur plus.lesoir.be.

CONTEXTE

Election au PS liégeois : Hupkens favori, Smolders outsider, Happart en trois

L'exclusion d'André Gilles intervient alors que la fédération liégeoise du PS est en pleine élection interne. Les affiliés votent ces vendredi et samedi. Les résultats seront connus samedi fin d'après-midi. Qui succédera à Willy Demeyer ? Jean-

Pierre Hupkens, échevin de la Culture, est grand favori. C'est un proche de Willy Demeyer (bourgmestre de Liège), mais il revendique son autonomie de jugement et affiche un programme de rénovation. Thibaud Smolders, des Jeunes socialistes, fait figure d'outsider. Il a reçu le soutien, très remarqué, de Jean-Pascal Labille, président de Solidaris, qui s'est prononcé jeudi en interview dans *Sud Presse*. Enfin, le score de José Happart, ex-hérissou fouronnais, retiendra

l'attention.

L'élection à la présidence, au suffrage universel des membres, donne le signal en principe de la mutation du PS liégeois, plombé par les affaires Publifin-Nethys, plus généralement la confiscation du pouvoir démocratique en interne, et mal en point dans les sondages à un peu plus d'un an des communales d'octobre 2018, qui seront suivies par les régionales, les législatives et les européennes en 2019.

D.C.